

Querelle diplomatique sur un monument en l'honneur des hommes lettons de la Waffen-SS

1 juin 2022

Franck Olbrechts



L'ambassadeur de Lettonie s'oppose au retrait prévu du monument « La ruche lettone pour la liberté » à Zedelgem. (©Hans Lucas (AFP))

La Lettonie accroît les tensions diplomatiques autour du monument La Ruche lettone pour la liberté à Zedelgem. La commune de Flandre occidentale a enlevé le monument en l'honneur des prisonniers de guerre des légionnaires lettons Waffen-SS. L'ambassadeur de Lettonie proteste contre cela dans une note au ministère des Affaires étrangères. La semaine dernière, la Lettonie a déjà intensifié la pression sur le ministre-président flamand Jan Jambon.

L'ambassadeur de Lettonie en Belgique, Andris Razāns, a soumis une note diplomatique au ministère belge des Affaires étrangères lundi dernier (30/5). Il y qualifie d'inacceptable la décision de la municipalité de Zedelgem de supprimer la Ruche lettone pour la liberté. Le ministère letton des Affaires étrangères attend « des informations précises sur le sort futur du monument ».

La municipalité de Zedelgem a déplacé le monument hier (31/5). Selon la municipalité, l'œuvre d'art sera « stockée en toute sécurité dans un endroit inaccessible pour le moment ».

Depuis l'annonce des conclusions du groupe d'experts sur le monument, la Lettonie tente depuis des mois de discréditer les historiens.

Selon la note, « le monument rend hommage à la mémoire des prisonniers de guerre lettons qui ont été détenus en captivité dans le camp de prisonniers de guerre de Zedelgem de 1945 à 1946 ». La conférence de l'ambassadeur de Lettonie contraste fortement avec la façon dont la municipalité aborde actuellement la question.

Cependant, la municipalité a reçu l'avis d'un groupe d'experts de quinze membres. Le panel, qui s'est réuni fin novembre 2021, était composé d'experts renommés de Lettonie, de Russie et des États-Unis, dont les historiens flamands Koen Aerts (UGent et CegeSoma), Pieter Lagrou (ULB) et Bruno De Wever (UGent). Depuis la divulgation des conclusions des historiens, la Lettonie tente depuis des mois de les discréditer.

La lettre de l'ambassadeur de Lettonie montre qu'il attend des mesures aux trois niveaux politiques belges. Au niveau fédéral, l'autorité appartient au Premier ministre Alexander De Croo (Open Vld) qui a temporairement repris le ministère des Affaires étrangères de Sophie Wilmès (MR).

En outre, la note fait référence à une lettre du ministre letton des Affaires étrangères Edgars Rinkēvičs la semaine dernière (26/5) au ministre-président flamand Jan Jambon et à la municipalité de Zedelgem. Toutefois, selon le décret municipal, seule Zedelgem est compétente pour prendre des décisions dans le dossier.

De la marge de manœuvre à la tempête d'indignation

Apache a décrit il y a un an comment une idée d'hommage aux hommes lettons Waffen-SS du Vlaams Bélanger et à l'historien Pol Denys de l'arrondissement Zedelgem d'Aartrijke pourrait se transformer en une collaboration avec le musée letton pour la Libération.

L'intense travail de lobbying de Denys a conduit à la création festive du monument en septembre 2018, en présence de la municipalité de Zedelgem et d'une importante délégation lettone. Depuis lors, le Bijenkorf letton est sur le sol de Zedelgem. C'est une ruche de bronze sur une colonne d'acier inoxydable, qui est occupée par des centaines d'abeilles dorées.

La Légion lettone, fondée en 1943, faisait structurellement partie de la Waffen-SS, la branche militaire de la SS allemande.

Le monument controversé est situé à trois kilomètres de l'ancien camp de prisonniers de guerre britannique, où plus de 100 000 prisonniers de guerre (prisonniers de guerre) ont été emprisonnés entre 1944 et 1946. Ils avaient combattu sous commandement allemand pendant la Seconde Guerre mondiale.

Seuls 12 000 d'entre eux étaient lettons, mais néanmoins le monument se concentre exclusivement sur la « lutte lettone pour la liberté », dans laquelle cette lutte pour la liberté est dirigée contre l'occupant soviétique. « Les abeilles animées mais unies sont un symbole de la nation lettone », a déclaré le sculpteur Kristaps Gulbis à propos de son œuvre.

La légion lettone, fondée en 1943, faisait structurellement partie de la Waffen-SS, la branche militaire de la SS allemande, qui était sous le commandement immédiat du Reichsführer Heinrich Himmler. En combattant dans les rangs de la Waffen-SS, les Lettons étaient coupables de crimes.

Peut-être encore plus pertinent est qu'« une partie importante des recrues de la légion faisait auparavant partie d'unités du Sicherheitsdienst (service de sécurité de la SS) et de bataillons de police de l'Ordnungspolizei (police de l'ordre teutonique) qui ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, y compris le meurtre de dizaines de milliers de Juifs lettons et allemands en Lettonie et de civils dans certaines parties de l'Union soviétique occupée ». Il se lit dans le document du groupe d'experts.

Sur l'avis du groupe d'experts, le conseil municipal de Zedelgem a décidé le 28 avril de retirer définitivement le monument.

Les associations internationales concernées par la mémoire des victimes des crimes nazis ont fumé au cours de l'année 2020 et ont exprimé leur indignation dans divers forums. Le député PS André Flahaut a posé une question écrite au ministre de la Justice Vincent Van Quickenborne (Open Vld) sur le monument fin 2020, après quoi l'édition belge de Paris Match puis Apache ont encore stimulé le débat dans les médias belges.

Depuis lors, les reportages sur « la honte de Zedelgem » ont refait surface dans les médias de temps en temps. En conséquence, la municipalité a d'abord été contrainte d'enlever une plaque au monument, sur laquelle la lutte lettone a été « clarifiée », car, selon le rapport d'expertise, elle était « offensante pour les victimes de crimes commis par des membres de la Légion en raison de son incomplétude ».

Après l'avis du panel d'experts internationaux, la municipalité a décidé au conseil municipal à la fin du mois de février de donner également Brivibaplein (« Briviba » est letton pour « Liberté », ndlr), où se trouve le monument, l'ancien nom Peerdenbilk. Toujours sur l'avis du groupe d'experts, le conseil municipal de Zedelgem a décidé le 28 avril de retirer définitivement le monument.

« Rôle de médiation »

Maintenant que la pression de la Lettonie a augmenté, la tension sur le dossier peut être réduite. Apache n'a reçu aucune réponse du ministre des Affaires étrangères Alexander De Croo et de la maire Annick Vermeulen et des échevins impliqués Jurgen Dehaemers et Arnold Naessens van Zedelgem (tous CD&V-Nieuw).

Olivier Van Raemdonck, porte-parole du ministre-président flamand Jan Jambon, a répondu aux questions sur l'épineux dossier. Il confirme que le service de la chancellerie s'est entretenu avec Zedelgem et avec l'ambassadeur de Lettonie. « Il y avait en effet du sable dans les maillots de bain de la municipalité de Zedelgem et des Lettons. Nous avons tenté de jouer un rôle de médiateur », explique Van Raemdonck.

Porte-parole Jan Jambon: « Si la Lettonie est contrariée, c'est à nous d'écouter et de voir si nous pouvons éliminer le bruit quelque part »

« Nous le faisons toujours dans des situations similaires. Si la Lettonie est contrariée, c'est à nous d'écouter et de voir si nous pouvons éliminer le bruit quelque part. » Van Raemdonck ne veut rien dire sur le contenu des discussions avec la municipalité. « Si nous avons déjà fait des suggestions à Zedelgem, je ne les expliquerai pas », a déclaré le porte-parole du Premier ministre Jambon.

Le conseil municipal de Zedelgem a décidé le 28 avril de reporter le retrait du monument controversé à la fin du mois de mai, en vue d'une visite prévue de Jambon dans la capitale lettone Riga en mai. Selon Van Raemdonck, la visite n'a finalement pas pu avoir lieu en raison de problèmes d'ordre du jour de Jambon, de sorte que la visite de la Baltique a été limitée à la Lituanie voisine.

Malgré les mois de pression, la municipalité a tenu bon. Cependant, dans sa récente note, l'ambassadeur de Lettonie appelle la municipalité de Zedelgem « à contacter directement le musée de l'occupation de la Lettonie pour aborder toutes les questions liées au monument ». Le conseil municipal de Zedelgem s'est réuni hier pour sa réunion hebdomadaire et n'a pas encore communiqué sur le dossier.

Discréditer les experts

L'ambassadeur de Lettonie fait également référence dans sa note à une lettre du ministre letton des Affaires étrangères datée du 10 décembre 2021 à sa collègue belge Sophie Wilmès. Dans ce document, il l'appelait déjà à accorder plus d'attention à cette question.

Le ministre letton des Affaires étrangères appelle « une fois de plus » à un débat « professionnel » entre les historiens baltes, belges, polonais et d'autres historiens d'Europe occidentale

La lettre à Wilmès était accompagnée de la publication en ligne d'un document par le ministère letton de la Culture le 13 décembre, trois jours avant que le conseil municipal de Zedelgem ne discute des recommandations du groupe d'experts. Dans ce texte, le ministre letton de la Culture qualifie l'éventuelle relocalisation d'« exemple de politiquement correct mal placé, ce qui est essentiellement comparable à de nombreuses tentatives de réécriture de l'histoire ».

Pendant ce temps, les tentatives de discréditer « le groupe d'experts de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de son héritage » se poursuivent.

Dans sa récente lettre du 26 mai au Premier ministre Jan Jambon, le ministre letton des Affaires étrangères a appelé « une fois de plus » à un débat « professionnel » entre historiens baltes, belges, polonais et d'autres historiens d'Europe occidentale sur le contexte historique du monument, indique la note. Selon la note, la discussion d'experts n'a pas fourni de scénarios clairs pour d'autres mesures.

Invasion russe de l'Ukraine

Le gouvernement letton profite maintenant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour encadrer la question de la ruche lettone. Par exemple, le ministre letton des Affaires étrangères souligne (également dans la note) que « dans les discussions sur le sort du monument, il n'a pas été tenu compte de la guerre que la Russie a déclenchée contre l'Ukraine et de la propagande russe qui visait déjà activement le monument ».

Que l'enlèvement de la ruche lettone soit le résultat de la propagande russe est très loin de la vérité.

Un débat serein sur les crimes nazis, y compris ceux commis par le régiment letton de la Waffen-SS, devient donc encore plus difficile à l'époque actuelle.

Traiter avec le souvenir de l'occupation soviétique et la crainte d'une nouvelle agression russe menace de pousser les crimes commis par les hommes de la Waffen-SS, y compris les légionnaires lettons, lituaniens et estoniens, dans l'oubli. La Lettonie, elle aussi, qui craint une nouvelle agression russe, ne risque plus de porter un regard critique sur l'occupation par l'Allemagne nazie, en ne prêtant attention qu'à la violence de la Russie voisine ou de l'Union soviétique dont la république soviétique était le noyau de la Russie.

Que le retrait du Bijenkorf letton de l'espace public à Zedelgem soit le résultat de la propagande russe, cependant, est très loin de la vérité, bien qu'il soit évident que la Russie profite de la controverse.

C'est à la municipalité de décider?

Ces derniers mois, le ministre flamand de l'Intérieur et des Affaires administratives Bart Somers (Open Vld) a toujours évoqué l'autonomie de la commune pour trouver une solution. Juridiquement, cela reste le cas, bien que la question ait maintenant pris des proportions telles que les niveaux fédéral et flamand n'ont d'autre choix que d'aider à trouver un moyen de sortir de l'impasse.

La question a maintenant atteint des proportions telles que les niveaux fédéral et flamand n'ont d'autre choix que d'aider à trouver une issue.

Demain (2/6), la question sera discutée au Parlement flamand. Dans une question au ministre du Patrimoine immobilier Matthias Diependaele (N-VA) et au ministre Somers, le député flamand Björn Rzoska (Verts) fait référence au Bijenkorf letton. Rzoska pose cette question en réponse à un article du magazine Apache sur la tombe du collaborateur Staf De Clercq. Il demande aux ministres flamands s'il n'est pas opportun d'aider les autorités locales s'il y a un débat public sur les monuments.

« Le traitement du patrimoine historique ou des noms de rues relève principalement du conseil municipal. Ils peuvent également mieux s'engager avec leurs citoyens locaux et entamer le dialogue », a déclaré Somers plus tôt. Il décrit la tâche impossible que Zedelgem s'était fixée en fondant le Bijenkorf letton. « Que faisons-nous d'un petit pays qui a été victime de deux régimes totalitaires pernicieux, le nazisme et le communisme ? »

Le défi que la municipalité de Zedelgem a relevé sur ses épaules fragiles selon les mots de Somers, s'avère très grand et menace d'exploser à nouveau face à Zedelgem. Cette fois, les dommages diplomatiques pour la Flandre et la Belgique sont incalculables.

Mise à jour 1er juin, 16h15 : Dans une première version de l'article, il n'était question que de l'intention de Zedelgem de retirer le monument. Cependant, le monument a été déplacé le 31 mai.